

Table des matières

Avant-propos	13
Abréviations utilisées	14
1. De la SPRL à la SRL	15
2. Les organes d'une SRL	16
1. Comment est partagé le pouvoir en SRL ?	16
2. Quel est le rôle de l'organe d'administration ?	16
3. Quel est le rôle de l'assemblée générale ?	16
4. Quel organe l'emporte sur l'autre ?	17
3. Nomination	18
1. Qui nomme l'administrateur ou les administrateurs ?	18
2. L'administrateur doit-il être un actionnaire ?	18
3. Qui peut être nommé ?	18
4. Une personne morale peut-elle être nommée comme administrateur ?	19
5. Faut-il nommer un ou plusieurs administrateurs ?	19
6. Comment distinguer un administrateur statutaire d'un administrateur non statutaire ?	19
7. Le mandat d'administrateur doit-il être accepté ?	20
8. Peut-on nommer un administrateur suppléant ?	20
9. Un administrateur peut-il élire domicile au siège de la société ?	20
4. Durée du mandat	21
Quelle est la durée du mandat de l'administrateur ?	21
5. Démission	22
1. Existe-t-il différentes manières de démissionner ?	22
2. Existe-t-il des différences lors de la démission de l'administrateur statutaire ?	23
3. Peut-on annuler sa démission ?	23
4. Quelle est l'importance de la publication ?	23
6. Révocation	24
1. Quelles règles président à la révocation d'un administrateur non statutaire ?	24
2. Quelles règles président à la révocation d'un administrateur statutaire ?	24
3. L'administrateur qui a été révoqué peut-il prétendre à une indemnité ?	25
4. Quelles sont les actions possibles d'un administrateur révoqué pour motifs graves ?	25
7. Autres causes de fin du mandat des administrateurs	26
1. Que doit faire un administrateur nommé pour une durée déterminée lorsque le terme de son mandat vient à échéance ?	26
2. Que se passe-t-il en cas de décès d'un administrateur unique ?	26
3. Que se passe-t-il en cas d'interdiction ou de déconfiture de l'administrateur ?	26
4. Le mandat d'administrateur continue-t-il en cas de dissolution ?	26
5. Qu'advient-il de l'administrateur en cas de faillite de la société ?	27

8.	Vacance de la fonction d'administrateur	28
1.	Que faut-il faire en cas de disparition de l'administrateur unique ?	28
2.	Que faire lorsqu'un mandat d'administrateur devient vacant dans une SRL comptant plusieurs administrateurs ?	28
3.	Que faire lorsqu'un mandat d'administrateur devient vacant dans une SRL avec un organe d'administration collégial ?	28
9.	Obligations de publication	29
1.	Quelles sont les obligations en matière de publication relatives à la nomination et à la cessation des mandats d'administrateur ?	29
2.	L'organe d'administration doit-il déposer et publier d'autres documents ?	29
10.	Mention obligatoire de la qualité d'administrateur sur les documents	30
	Faut-il mentionner la qualité d'administrateur ?	30
11.	Rémunération	31
1.	L'administrateur est-il toujours rémunéré ?	31
2.	Qui fixe la rémunération et que comporte-t-elle ?	31
3.	Faut-il publier la rémunération ?	31
4.	Quelles sont les conséquences d'une rémunération prélevée alors qu'une disposition statutaire prévoit que l'administrateur n'est pas rémunéré ou d'une rémunération prélevée supérieure au montant décidé par l'assemblée générale ?	32
5.	Est-il judicieux de se rémunérer en portant les montants prélevés non pas au compte de résultats, mais dans un compte courant débiteur ?	32
6.	Si un avantage de toute nature sur le compte courant débiteur est déclaré, tout est-il quand même en ordre ?	33
12.	Pouvoirs de l'organe d'administration	34
1.	Quels sont les pouvoirs d'un administrateur unique ?	34
2.	La SRL compte plusieurs administrateurs : quels sont leurs pouvoirs respectifs ?	34
3.	Comment fonctionne un organe d'administration collégial ?	34
13.	Pouvoirs de l'assemblée générale	35
	Quels sont les pouvoirs de l'assemblée générale ?	35
14.	Opposition ou conflit d'intérêts	36
1.	De quoi s'agit-il ?	36
2.	Comment procéder lorsqu'il existe un organe d'administration collégial ?	36
3.	Comment procéder lorsqu'il y a pluralité d'administrateurs ?	36
4.	Comment procéder lorsqu'il y a un administrateur unique ?	37
5.	Comment procéder lorsque l'administrateur unique est en même temps l'actionnaire unique ?	37
6.	Y a-t-il des obligations d'information à respecter ?	37
7.	Quelles sont les éventuelles sanctions ?	38
15.	Gestion journalière	39
1.	Qu'entend-on par « gestion journalière » ?	39
2.	Qui est chargé de la gestion journalière de la SRL ?	39
16.	<i>Corporate governance</i>	40
	Qu'entend-on par « <i>corporate governance</i> » ?	40
17.	La reprise d'engagements dans les sociétés créées récemment	41
	Comment la société reprend-elle à son nom les engagements pris au nom de la société en formation ?	41

18.	La tenue de la comptabilité	42
	1. En quoi consiste une comptabilité ?	42
	2. Quel est le cadre légal en matière de comptabilité ?	43
	3. Que dois-je faire si, en tant qu'administrateur, je ne suis pas familiarisé avec les obligations comptables ?	43
19.	Inventaire	44
	1. Qu'impose le CSA en matière d'inventaire ?	44
	2. Qu'est-ce que l'inventaire ?	44
	3. Pourquoi faut-il procéder à un inventaire ?	44
	4. À quel moment faut-il dresser l'inventaire ?	45
	5. Quelle est la responsabilité de l'organe d'administration ?	45
20.	Règles d'évaluation	46
	1. Pourquoi faut-il des règles d'évaluation ?	46
	2. Qui arrête les règles d'évaluation ?	46
	3. L'administrateur a-t-il toute liberté en matière de fixation des règles d'évaluation ?	46
	4. Les règles d'évaluation adoptées sont-elles opposables à l'administration fiscale ?	47
	5. Existe-t-il éventuellement des sanctions ?	47
21.	Comptes annuels	48
	1. Quel est le lien entre la comptabilité et les comptes annuels ?	48
	2. À qui incombe l'obligation de dresser des comptes annuels ?	48
	3. Que comprennent les comptes annuels ?	48
	4. Existe-t-il différentes formes de comptes annuels ?	48
	5. Sous quelle forme les SRL doivent-elles présenter leurs comptes annuels ?	49
	6. Qu'entend-on par « petite société » ?	49
	7. Qu'entend-on par « microsociété » ?	49
	8. Qui approuve les comptes annuels ?	50
	9. Quelle est l'obligation de publicité des comptes annuels ?	50
	10. Quel risque court-on en ne déposant pas les comptes annuels ?	50
22.	Affectation du résultat	51
	1. Qu'advient-il du résultat comptable ?	51
	2. Qu'entend-on par « dotation à la réserve légale » ?	51
	3. Qu'entend-on par « dividendes » et « tantièmes » ?	51
	4. Existe-t-il des limitations aux distributions du résultat ?	51
	5. L'organe d'administration doit-il prendre d'autres mesures en considération lors des distributions ?	52
	6. Quel est le risque pour l'organe d'administration et pour les actionnaires en cas de distribution abusive ?	52
23.	Distribution de dividendes en cours d'exercice	53
	1. Peut-on distribuer des dividendes en dehors de l'assemblée générale annuelle ?	53
	2. Des dividendes peuvent-ils être attribués par un prélèvement sur des résultats antérieurs ?	53
	3. Des dividendes peuvent-ils être attribués par un prélèvement sur les résultats de l'exercice en cours ?	53
24.	Rapports à l'assemblée générale	54
	1. Pourquoi l'administrateur doit-il faire rapport aux actionnaires ?	54
	2. En quoi consiste un rapport de gestion ?	54
	3. Faut-il faire rapport dans les petites sociétés ?	56
	4. Faut-il dresser des rapports en d'autres circonstances que la clôture annuelle ?	56

25.	Comptes consolidés	58
1.	Qu'entend-on par « société mère » et par « filiale » ?	58
2.	En quoi consistent les comptes consolidés ?	58
3.	Quelles sociétés doivent dresser des comptes consolidés ?	58
4.	La SRL est filiale d'un groupe; quelles sont les éventuelles conséquences en matière comptable ?	59
5.	L'annexe aux comptes annuels comporte une rubrique intitulée « déclaration relative aux comptes consolidés »; quelles SRL sont concernées ?	59
26.	Pertes	60
1.	Quel est le lien entre des pertes comptables et le risque de discontinuité de la société ?	60
2.	Quelles sont les mentions obligatoires en cas de pertes ?	60
3.	Les pertes ont-elles un impact sur les règles d'évaluation ?	61
4.	Quelles sont les obligations de l'administrateur lorsque l'actif net est négatif ou risque de le devenir ?	61
5.	Quelles sont les obligations de l'administrateur lorsque la société risque de ne plus être à même de payer ses dettes à l'échéance ?	61
6.	Les codes comportent-ils d'autres dispositions relatives à l'éventuelle discontinuité ?	62
7.	Quand peut-on recourir à la procédure de réorganisation judiciaire ?	62
8.	Quand faut-il faire aveu de faillite ?	63
27.	Contrôle	64
1.	Quelles sociétés sont dispensées de nommer un commissaire ?	64
2.	Qui peut être commissaire et qui le nomme ?	64
3.	Pourquoi le conseil d'entreprise intervient-il dans la nomination du commissaire ?	64
4.	Quel est le rôle du commissaire ?	65
5.	Quels sont les pouvoirs du commissaire ?	65
6.	Quelles sont les conséquences de l'absence de nomination d'un commissaire alors que la nomination est obligatoire ?	65
7.	Quelles sont les règles lorsqu'un commissaire est nommé dans une société qui n'y est pas obligée en vertu du CSA ?	66
8.	Peut-on révoquer le commissaire ?	66
9.	Comment déposer une plainte contre un réviseur d'entreprises ?	66
10.	Quels sont les droits d'investigation des actionnaires en l'absence de commissaire ?	67
28.	Ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires	68
	Que comporte l'ordre du jour d'une assemblée générale ?	68
29.	Convocation de l'assemblée générale des actionnaires	69
1.	Qui peut convoquer l'assemblée générale ?	69
2.	Qui faut-il convoquer à l'assemblée générale ?	69
3.	Quel délai faut-il respecter pour convoquer l'assemblée générale ?	69
4.	Comment convoquer l'assemblée générale ?	69
5.	Quelles sont les pièces à communiquer avant l'assemblée générale ?	70
6.	L'assemblée peut-elle se réunir en l'absence de convocation ?	70
30.	L'organe d'administration pendant l'assemblée générale	71
1.	L'administrateur doit-il être présent aux assemblées générales ?	71
2.	Les actionnaires ont-ils le droit de poser des questions à l'occasion de l'assemblée générale ?	71
3.	Est-il permis de reporter une assemblée générale ?	71
31.	Les décisions de l'assemblée générale par voie écrite	73
	Les décisions d'une assemblée générale nécessitent-elles toujours la tenue effective d'une réunion ?	73

32.	Voter à distance avant l'assemblée générale	74
	Est-il possible de voter par voie électronique ?	74
33.	La participation à distance à l'assemblée générale	75
	Est-il possible de participer à distance à l'assemblée générale ?	75
34.	Décisions en lieu et place de l'assemblée générale en cas de SRL unipersonnelle	76
	Que devient l'assemblée dans une SRL unipersonnelle ?	76
35.	La décharge à l'administrateur	77
	1. En quoi consiste le vote de la décharge ?	77
	2. Quels sont les effets du vote de la décharge ?	77
36.	Le procès-verbal de l'assemblée générale	78
	1. Pourquoi et comment dresser le procès-verbal ?	78
	2. Existe-t-il des particularités pour la SRL unipersonnelle ?	78
37.	La mise en paiement de dividendes	79
	1. Quand mettre les dividendes en paiement ?	79
	2. Quelles obligations doivent être respectées par l'organe d'administration avant la mise en paiement des dividendes ?	79
	3. Faut-il être attentif à des obligations fiscales ?	80
38.	Le registre des actions nominatives	81
	1. En quoi consiste le registre des actions ?	81
	2. Comment pallier la destruction ou la perte du registre des actions ?	81
	3. Qui a le droit de consulter le registre des actions ?	82
39.	Le registre des bénéficiaires effectifs	83
	1. Qu'entend-on par « bénéficiaires effectifs » ?	83
	2. Quelles sont les obligations pour l'organe d'administration ?	83
40.	La modification des statuts	84
	1. Pourquoi modifier les statuts de la société ?	84
	2. Sur quoi peut porter une modification des statuts ?	84
	3. Comment procéder pour modifier les statuts ?	84
	4. Quand l'organe d'administration est-il habilité à modifier les statuts ?	85
41.	Le transfert de siège social	86
	1. Quand le transfert du siège en Belgique doit-il être approuvé par l'assemblée générale ?	86
	2. Peut-on transférer l'activité de la société en dehors de la Belgique tout en restant soumis au CSA ?	86
	3. Peut-on transférer le siège en dehors de la Belgique ?	87
42.	La modification de l'objet et des buts de la SRL	88
	1. Pourquoi modifier l'objet de la SRL ?	88
	2. Qu'entend-on par « modifier les buts de la SRL » ?	88
	3. Comment procéder pour modifier l'objet ou les buts de la SRL ?	88
	4. Existe-t-il des prescriptions particulières pour l'assemblée générale appelée à approuver la modification de l'objet de la SRL ?	88
43.	Le dépôt des statuts coordonnés	90
	1. En quoi consistent les statuts coordonnés ?	90
	2. Qui établit et dépose les statuts coordonnés ?	90
44.	Les apports supplémentaires	91
	1. Que faut-il savoir concernant les apports supplémentaires ?	91

2.	Est-il possible de procéder à des apports nouveaux sans passer par l'assemblée générale?	91
3.	Quelles sont les obligations de l'organe d'administration ?	92
4.	Comment procéder en cas d'apports en numéraire ?	92
5.	Quelle procédure faut-il suivre en cas d'apport en nature ?	93
45.	L'appel à libération	94
1.	Qu'entend-on par « appel à libération » ?	94
2.	Qui demande la libération du capital lorsque celui-ci n'est pas entièrement libéré lors de la souscription ?	94
3.	Comment se fait l'appel à libération ?	94
4.	Quelles sont les sanctions si un actionnaire ne répond pas à l'appel à libération ?	94
5.	Un actionnaire peut-il compenser la libération avec une créance qu'il détient sur la société ?	95
6.	Quelles sont les conséquences en cas de cession d'actions qui ne sont pas entièrement libérées ?	95
46.	L'acquisition par la SRL de ses propres actions	96
1.	Pourquoi l'acquisition d'actions propres est-elle réglementée ?	96
2.	Faut-il une autorisation particulière pour qu'une société puisse acquérir ses propres actions ?	96
3.	Quelles sont les conditions à respecter pour l'acquisition d'actions de la société ?	96
4.	Quelles sont les obligations comptables en cas d'acquisition d'actions propres ?	96
5.	Qu'advient-il des droits attachés aux actions propres ?	97
6.	Quelles sont les règles à respecter en vue d'aliéner les actions propres détenues ?	97
7.	Quelles informations faut-il impérativement communiquer en cas d'acquisition ou de détention des actions propres ?	98
47.	L'avance de fonds à un tiers pour acquérir des actions de la SRL	99
	La SRL peut-elle avancer des fonds afin qu'un tiers puisse acquérir des actions de la société ?	99
48.	Fusions et scissions	100
1.	Que faut-il au minimum savoir sur les fusions et scissions ?	100
2.	En quoi consiste une fusion ?	100
3.	Qu'est-ce qu'une « opération assimilée à fusion » ?	101
4.	Quelles sont les étapes pour réaliser une fusion ?	101
5.	En quoi consiste une scission ?	102
6.	Quelles sont les étapes pour réaliser une scission ?	102
7.	Quels sont les effets d'une fusion ou d'une scission ?	103
8.	Comment rendre la fusion ou la scission opposable aux tiers ?	103
9.	Existe-t-il des mesures visant à protéger les créanciers ?	104
49.	L'apport d'une universalité	105
1.	En quoi consiste l'apport d'une universalité ?	105
2.	Quelle est la procédure à suivre lors de l'apport d'une universalité ?	105
50.	L'apport d'une branche d'activités	107
1.	En quoi consiste l'apport d'une branche d'activités ?	107
2.	Quelle est la procédure pour l'apport d'une branche d'activités ?	107
51.	La scission partielle	108
	Que faut-il entendre par « scission partielle » ?	108
52.	La transformation de la SRL	109
1.	En quoi consiste une transformation de SRL ?	109
2.	Quelle est la procédure pour une transformation de SRL ?	109
3.	Quel organe approuve la transformation ?	109

53.	La dissolution et la liquidation de la SRL	111
1.	En quoi consiste la dissolution d'une société?	111
2.	En quoi consiste la liquidation d'une société?	111
3.	Existe-t-il différentes sortes de dissolution?	111
4.	Comment préparer la dissolution volontaire?	111
5.	Comment la dissolution volontaire est-elle approuvée par l'assemblée générale?	112
6.	Est-il possible de dissoudre la société et de clôturer la liquidation en un seul acte?	112
7.	Dans quels cas y a-t-il dissolution judiciaire?	113
8.	Dans quels cas y a-t-il dissolution de plein droit?	113
54.	La nomination du liquidateur	114
	L'administrateur peut-il devenir le liquidateur?	114
55.	La responsabilité des administrateurs	115
1.	Quelle est la responsabilité des administrateurs d'une SRL?	115
2.	Que couvre la responsabilité civile de l'administrateur?	115
3.	Qu'en est-il de la limitation de la responsabilité des administrateurs d'une SRL?	116
4.	Quelle responsabilité l'administrateur peut-il encourir en cas de faillite de la SRL?	117
5.	Existe-t-il des présomptions de responsabilité dans le CSA?	117
6.	L'administrateur peut-il être sanctionné pénalement en application du CSA?	118
7.	Qu'en est-il de l'abus de biens sociaux?	118
8.	Quand intervient la responsabilité particulière pour les dettes de précompte professionnel de la société?	118
9.	Quand intervient la responsabilité particulière pour les dettes de TVA de la société?	119
10.	Qu'entend-on par « action sociale »?	119
11.	Les actionnaires minoritaires peuvent-ils intenter une action contre les administrateurs?	120
56.	Prescription	121
	Quand se prescrivent les actions contre les administrateurs?	121
57.	L'administrateur au regard du Code de droit économique (CDE)	122
1.	L'administrateur est-il concerné à titre personnel par le CDE?	122
2.	Quelles sont les conséquences de la qualification comme entreprise?	122
58.	Quelques notions de gestion financière	123
1.	Qu'entend-on par « masses bilantaires »?	123
2.	Qu'entend-on par « fonds de roulement »?	123
3.	Qu'entend-on par « besoin en fonds de roulement »?	123
4.	Que signifie « solvabilité »?	124
5.	Qu'entend-on par « liquidité »?	124
6.	Quelle est l'importance de la rentabilité?	124
59.	Avances de fonds à l'administrateur/aux actionnaires	126
1.	Une société peut-elle accorder des avances à l'administrateur ou aux actionnaires?	126
2.	Lorsque des avances sont consenties à l'administrateur, est-il redevable d'intérêts?	126
60.	Aspects fiscaux personnels de l'administrateur	127
1.	Remarque préliminaire	127
2.	Quelle est la nature des revenus professionnels que l'administrateur, personne physique, a obtenus de la SRL?	127
3.	Comment calcule-t-on les charges professionnelles forfaitaires?	127
4.	Quelles charges réelles peuvent entrer en ligne de compte?	127
5.	Que sont les avantages de toute nature?	128
6.	Existe-t-il des avantages qui ne sont pas taxés dans le chef du bénéficiaire?	128

7.	Quand requalifie-t-on des loyers en revenus professionnels ?	128
8.	Qu'est-ce que le « principe d'attraction » ?	128
9.	Comment sont taxés les dividendes octroyés par la SRL à une personne physique ?	129
10.	Quand requalifie-t-on les intérêts perçus de la société en dividendes et quelles sont les conséquences ?	129
61.	L'administrateur et la TVA	130
1.	L'administrateur personne physique est-il assujéti à la TVA ?	130
2.	Quel est le statut TVA d'un administrateur personne morale ?	130
62.	La sécurité sociale de l'administrateur	131
1.	Quand l'administrateur doit-il s'affilier à la sécurité sociale des travailleurs indépendants ?	131
2.	Comment sont calculées les cotisations d'assurances sociales ?	131
3.	Lorsque le mandat est exercé à titre gratuit, faut-il cotiser aux assurances sociales des travailleurs indépendants ?	132
4.	Est-il exact que la SRL doit également s'affilier à la sécurité sociale des travailleurs indépendants ?	133
5.	Que se passe-t-il en l'absence d'affiliation à une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants ?	133
63.	Pension et assurances	134
1.	La pension des indépendants est faible ; comment peut-on y remédier ?	134
2.	Est-il possible que la société souscrive une assurance pension complémentaire au profit des administrateurs ?	134
3.	La société peut-elle constituer une provision pour assurer une pension à l'administrateur ?	135
64.	Le passage de SPRL à SRL	136
1.	Est-il obligatoire de modifier les statuts de la SPRL pour passer en SRL ?	136
2.	Est-ce que d'autres modifications interviennent d'office au 1 ^{er} janvier 2020 ?	136
3.	Qu'advient-il du capital de la SPRL ?	137